

ÉCONOMISTES FACE A LA CRISE

Qui sommes-nous?

Économistes Face à la Crise est une initiative lancée par un groupe d'économistes préoccupés par l'interprétation prédominante de la nature de la crise, son diagnostic et les principes pris en compte pour sa gestion. Il ne s'agit pas d'un problème espagnol, ni même européen. Il s'agit plutôt d'un problème global dont les manifestations les plus inquiétantes font acte de présence aux États-Unis, et dont on peut identifier les origines dans les politiques dérégulatrices des années 80 et 90 au Royaume Uni sous les différents gouvernements de Thatcher et Mayor, et ensuite aux États-Unis pendant la longue période inaugurée par Reagan et poursuivie par Bush.

La faillite de la banque d'investissement Leaman Brothers s'avère être une date symbolique qui dévoile les erreurs de la dérégulation financière ainsi que des politiques dérégulatrices appliquées dans d'autres secteurs économiques dont les biens ou services ont une répercussion systémique sur l'économie, spécialement le secteur énergétique, tout particulièrement le secteur électrique, mais pas seulement.

La prestation de services sociaux essentiels, qui charpentent l'état du bien-être, la santé publique, l'éducation, les prestations sociales : chômage, pensions contributives et d'assistance ; les dépenses orientées aux équilibres territoriaux ou l'urbanisme, deviennent également l'objet des politiques de dérégulation. En retrait, d'énormes intérêts économiques qui dissimulent leur véritable nature derrière des postulats inconsistants qui dénigrent la pensée économique et dénaturent le contenu des concepts les plus chers aux économistes : on cite en vain l'efficacité, la flexibilité, les marchés, l'austérité, *les réformes structurelles* pour protéger de puissants intérêts privés, lesquels entrent en conflit avec l'intérêt général.

Entre-temps, sans que les institutions européennes et nationales ne se questionnent les principes pris en compte pour appliquer les mesures de politique économique en fonction desquels elles agissent, la crise suit son cours, aggravant les problèmes de chômage et détériorant l'état du bien-être. Ce sont des mesures qui non seulement ne freinent pas la crise, mais qui, au contraire, l'accroissent. C'est comme si la réalité n'existait pas, et que, sur celle-ci, s'imposerait l'idéologie d'une Europe conservatrice qui n'a aucune nostalgie des principes sociaux sur lesquels les pères fondateurs de l'Union Européenne bâtirent l'unification. La faute n'est pas due, semble-t-il, à un mauvais diagnostic ni à un traitement erroné du patient. C'est la faute au patient.

De nombreux économistes, entre eux des prix Nobel d'économie, écrivent, donnent des conférences, discutent et dénoncent l'application de recettes qui se révèlent inutiles, que la réalité réfute. Sont-ils des économistes alternatifs ? Sont-ils des hétérodoxes ? Il ne semble pas trop hétérodoxe – ce n'est du moins pas autre chose que nous ont enseigné nos professeurs d'université – de soutenir que la politique économique doit éviter d'être pro-cyclique ; de soutenir l'inconvenance d'ajuster à la fois la dette publique et la dette privée, et ceci surtout lorsque la dette publique se situe à un niveau proche du niveau optimal ; cela n'a aussi aucun sens de qualifier d'hétérodoxes des propositions qui prétendent rendre compatibles les ajustements et les intérêts de base des citoyens ou, ce qui est la même chose, qui prétendent que la consolidation fiscale doit se réaliser dans

des délais compatibles premièrement avec le maintien de l'emploi et ensuite avec sa récupération. Ou que les inquiétudes de la Banque Centrale Européenne doivent se situer au-delà de la stabilité des prix et aborder aussi l'emploi et la croissance. Où n'y a-t-il donc pas un trade-off (compromis) entre stabilité et bien-être dont la pondération devrait correspondre aux institutions financières et économiques des États et de l'Union ?

Libéraliser n'est pas déréguler. Libéralisation et régulation sont des concepts complémentaires et tout deux sont indispensables pour renforcer l'état du bien-être, la proposition européenne pour le reste du monde, au sein de laquelle les droits et les libertés trouvent leur complément dans l'équité sociale et économique. La dérégulation met en danger cette proposition, et en tant qu'économistes, nous ne pouvons rester indifférents lorsque c'est précisément la pensée économique que l'on invoque en vain.

Economistes Face à la Crise naît de cette inquiétude. Et c'est cette inquiétude qui les pousse à chercher à institutionnaliser le débat et les propositions permettant de récupérer, pour la société, les connaissances que nous, économistes, avons acquises dans nos facultés et tout au long de notre expérience professionnelle. Des connaissances qui doivent être mises au service de la société dépouillées de toute idéologie soutenue par des intérêts qui ne ressentent aucune compassion envers l'essor de l'état du bien-être, l'équité sociale et économique, unique proposition qui justifie l'existence de l'Union Européenne aux yeux des européens et du monde.

Économistes Face à la Crise

Signe et diffuse notre Manifeste : www.economistasfrentealacrisis.com

Pour nous contacter: economistas.madrid@gmail.com

Suis nous sur Twitter: @MadridEco

Traduction espagnol / français
Marie-Pierre Prévôt
Licenciée en Sciences Politiques et Langues
Université Grenoble II – Grenoble III

Premier Manifeste

DES ÉCONOMISTES FACE À LA CRISE

Le 15 juin 2011

Normalement, les crises économiques remettent en question des principes communément acceptés par les économistes. Ce qui est stupéfiant dans la crise actuelle, d'une profondeur et d'une répercussion sociale considérables, c'est qu'elle semble n'avoir aucune influence sur la pensée économique. On continue d'admettre comme principes irréfutables un ensemble de propositions qui, jours après jours, entrent ouvertement en contradiction avec la réalité.

La société espagnole non seulement subit la crise, mais aussi les graves conséquences des mesures de politique économique qui dérivent de ces principes. En tant qu'économistes, nous ne pouvons rester indifférents face à cette situation. Et c'est à partir de cette conviction que nous allons aborder un ensemble de matières, sans vouloir être exhaustifs, dans le but d'élever leur réflexion de notre institution professionnelle à la scène publique.

1- LE CHÔMAGE

La politique économique a pour objet de favoriser une meilleure assignation des ressources. Et entre toutes les options face auxquelles elle peut se trouver, la pire, la plus inefficace, est celle qui conduit à la non-assignation, à l'inactivité, au chômage. Vu sous cet angle, il s'avère paradoxal que les mesures imposées par l'Union Européenne au Gouvernement Espagnol aient tendance à aggraver la crise puisque, sans aucun doute, **cette crise présente, entre ses caractéristiques déterminantes, une forte chute de la demande effective.**

La destruction d'emplois et l'incapacité de la structure économique à générer des postes de travail stables et productifs, ont conduit les autorités économiques à chercher, en s'appuyant sur des paradigmes néolibéraux, des solutions dans les réformes du travail, ignorant que la réactivation de l'emploi n'émanera pas de ces voies-là – indépendamment du fait qu'il ne faut en aucun cas abandonner l'idée d'accroître l'efficacité du marché du travail – sinon qu'elle découlera d'une stimulation de la demande effective.

À l'écroulement de l'investissement et de la consommation privée, est venue s'ajouter, imposée par le Conseil Européen, une réduction draconienne de la dépense publique. Cette politique pro-cyclique et de contraction empêchera toute récupération de l'activité économique au cours des prochaines années. Le taux de chômage absolument inadmissible, dont la manifestation la plus dramatique se reflète dans le taux d'inactivité des jeunes et les chômeurs de longue durée, exige un changement d'orientation de la politique économique vers des postulats qui n'évident en aucun cas la réactivation comme condition indispensable pour la récupération de l'emploi. **S'il est certain que le marché du travail espagnol souffre de sérieuses déficiences qui devront être**

abordées à partir du consensus, il est aussi vrai que confier la récupération de l'emploi à des réformes qui tendent à fragiliser sa stabilité ne contribuera en aucun cas à une sortie de la crise.

2- LES MARCHÉS

On continue d'admettre que les marchés financiers orientés par les agences de notation, assignent efficacement les ressources. Ce qui est le plus déconcertant c'est qu'il est absolument évident que ce sont précisément les pratiques des institutions financières et l'absence d'une législation qui les contrôle efficacement, qui ont contribué, d'une façon non négligeable, au déclenchement de la crise.

Il est surprenant que, détenant le degré de concentration monopolistique le plus élevé qui soit connu, l'offre de services de notation financière, dont l'objet est de garantir la transparence et la concurrence des marchés, ne soit pas contrôlée. À l'abri de l'absence de régulation, leur activité se prête à toutes sortes de manipulations. Le problème des manipulations, c'est qu'elles engendrent des inefficacités dans l'économie réelle. Comment est-il possible que l'UE, qui représente un espace économique extrêmement puissant, ne soit pas capable de contrecarrer les inefficacités que les marchés financiers transmettent à l'économie réelle ? On pourrait penser qu'il existe non seulement de puissants intérêts économiques, mais aussi des paradigmes, solidement implantés, qui empêchent la réflexion, question, cette dernière, à laquelle en tant qu'économistes nous ne sommes pas étrangers et face à laquelle nous ne pouvons rester indifférents.

Personne ne doute du rôle que jouent les marchés pour faciliter l'assignation optimale des ressources, mais à condition que ces marchés soient compétitifs. Il est raisonnable de mettre en doute ce rôle lorsqu'il s'agit de marchés oligopolistiques, surtout s'ils concernent des secteurs ayant une importance systémique comme, par exemple, le secteur financier ou le secteur énergétique. **Libéralisation et régulation sont des concepts complémentaires et non pas antagoniques. Et notamment, la libéralisation, sans régulation, a des effets pervers quand elle touche aux marchés des biens et des services qui sont essentiels pour les équilibres et la compétitivité de l'économie.**

3- LA GOUVERNANCE CORPORATIVE

La gouvernance corporative, dans un système capitaliste dans lequel la plupart des grandes entreprises financières et industrielles sont dirigées par des gestionnaires qui détiennent les droits de propriété par délégation de propriétaires *épisodiques*, présente de graves *problèmes de sélection adverse*. Dans le cadre de ce système, ce sont les propres agents qui établissent leurs propres primes en fonction des objectifs patronaux qu'eux-mêmes se fixent. **La combinaison d'un pouvoir oligopolistique et de mécanismes de primes avec des problèmes de sélection adverse, qui provoquent de plus, dans certains cas, un véritable scandale social, incite à des comportements de court terme inefficaces qui donnent lieu à des résultats insoutenables pour les entreprises et pour l'économie du pays.**

4- LE DÉFICIT PUBLIC

Il est généralement admis que l'un des problèmes essentiels, dans le contexte actuel, est le déficit public causé par un excès de dépenses. Cependant, l'une des principales causes du déficit se trouve dans la forte et brusque réduction des recettes, qui dépendent directement de l'évolution du PIB. Ne serait-il donc pas plus approprié de se concentrer sur la récupération des recettes sans oublier, bien sûr, la nécessité d'assainir la dépense publique ?

Cette récupération des recettes exigerait fort probablement un horizon temporel plus ample que celui imposé par l'UE dans le but de rétablir l'équilibre budgétaire. **Il n'y a aucune raison pour maintenir des délais aussi restrictifs surtout lorsque l'on constate que la plupart de la dette espagnole ne vient pas de la dette publique, dont les limites sont acceptables, sinon de la dette du secteur privé.** Sans doute, la dette serait-elle mieux garantie par la croissance de l'activité économique, par la relance des affaires. Et s'il en était ainsi, la dette pourrait être financée avec des primes de risques inférieures.

Quoi qu'il en soit, on constate une grave absence de coordination des politiques macroéconomiques au sein de l'UE. La politique économique commune se limite à la politique monétaire, et celle-ci se soumet aux intérêts des groupes de pression qui agissent sur les marchés financiers. **L'augmentation de la différentielle entre l'obligation espagnole et l'obligation allemande draine la capacité de dépense du secteur public, et de ce fait, renforce les positions de pouvoirs économiques intéressés par la privatisation des prestations sociales qui, irrémédiablement, conduira à la configuration, en Espagne, d'une société coupée en deux.**

5- L'ÉTAT DU BIEN-ÊTRE

La majeure partie de la dépense des administrations publiques est composée de postes destinés à l'éducation, à la santé publique, à la sécurité, aux prestations sociales et aux équilibres territoriaux, c'est-à-dire à la prestation de certains services sociaux de base, ceux-ci étant tous des éléments qui contribuent, de façon déterminante, à l'efficacité du système économique. **Ce sont des dépenses qui comportent des facteurs de redistribution des revenus et cette caractéristique constitue une part importante de leur contribution à l'efficacité du système.**

Les réductions draconiennes imposées à la dépense publique impliquent une diminution brutale du montant de la redistribution. Il est légitime de se demander si tel est leur objectif. Il ne s'agit pas –qu'il n'y ait pas de malentendu– d'éluder le besoin d'ajustement. **Il s'agit de gérer la consolidation fiscale dans des délais compatibles avec une croissance du PIB suffisante pour enrayer la destruction de l'emploi, entamer sa récupération et stopper les régressions de l'état du bien-être.**

La tendance est évidente. A été mise en route, avec succès, une offensive contre les salaires, les prestations sociales et l'état du bien-être. Une offensive qui pousse contre les cordes les améliorations sociales obtenues au cours des dernières décennies. On nous

oblige à accepter ce qui est mauvais sous prétexte que l'alternative peut être encore bien pire. **Dans le fond il s'agit d'une immense démonstration de pouvoir.**

6- L'UNION EUROPÉENNE

Les tensions financières et la composition actuelle, politique et idéologique, des organes de gouvernement de l'Union Européenne, rendent difficile l'exercice de politiques différentes de celles qui ont été mises en route. L'Espagne ne peut se risquer à se voir compromise dans un sauvetage dans des conditions inadmissibles telles que celles implantées en Grèce et au Portugal, et elle est, de plus, fortement intéressée par son maintien dans la zone euro. Alors, quelle est l'alternative réelle à la politique de contraction à laquelle nous assistons ? Au-delà de la maintenance **des signes d'identité de la construction européenne, basée sur l'économie sociale du marché, noyés sans nécessité dans l'application d'une politique imposée para une nouvelle majorité européenne conservatrice**, il est certain qu'il existe peu d'alternatives dans le cadre institutionnel européen actuel auquel nous appartenons. De quoi s'agit-il alors ?

Il s'agit de changer les paradigmes dominants à partir desquels est diagnostiquée et gérée la crise puisque, en définitive, les crises économiques sont, pour les économistes, une occasion de réfuter toute proposition se révélant être en totale contradiction avec la réalité.

Nous apportons ces réflexions, synthétisées et limitant au maximum les questions abordées, dans le but de participer au débat ouvert sur la crise et les politiques économiques appliquées en Espagne et dans l'UE. Elles sont exprimées dans des termes qui contredisent des principes qui sont généralement admis par les gestionnaires de ces politiques, et tentent d'inciter à l'analyse et à la controverse sur des matières qui touchent l'ensemble des citoyens.

En tant qu'économistes, nous avons une responsabilité face à la société et, dans des moments comme ceux que nous sommes en train de vivre, cette responsabilité est beaucoup plus profonde. C'est un silence tonitruant que celui de notre profession quant aux mesures qui sont appliquées et aux principes théoriques sur lesquels elles sont basées. Où sont donc les institutions qui regroupent les économistes ?

Nous faisons appel aux économistes et, de par leur importance en nombre, aux économistes de Madrid, pour que, partant de l'organe de gestion de leur association professionnelle, ils ouvrent un large débat et lancent des propositions capables d'aider à la compréhension sociale de la crise et, par conséquent, à la prise des décisions politiques considérées les plus efficaces pour la gérer. **En tant qu'économistes, nous ne pouvons rester étrangers ni indifférents face à l'accentuation de l'inégalité sociale. Il ne s'agit pas seulement d'une question de solidarité, c'est aussi une question d'efficience. En définitive, ce sont deux concepts interdépendants.**

Les débats et les propositions, lorsqu'ils manquent de soutien institutionnel, se meurent dans une signature, une adhésion, un manifeste. Ils meurent.

Cependant, situés dans le contexte des organes de gestion des institutions, ils se consolident, élargissent la portée de leurs perspectives, regroupent des volontés et des inquiétudes, acquièrent la capacité d'influencer le débat social et médiatique qui

détermine les options de la politique. Le *Colegio de Economistas* (Association des Économistes) peut être, pourquoi pas, l'institution capable de convier les économistes à assumer le rôle social auquel ils ne doivent en aucun cas renoncer : mettre à la disposition de la société leurs connaissances.

C'est pour remplir cette tâche que les signataires du présent manifeste convoquent les économistes de Madrid. Les prochaines élections seront une occasion d'atteindre la plateforme institutionnelle qui nous manque aujourd'hui.

Traduction espagnol / français
Marie-Pierre Prévôt
Licenciée en Sciences Politiques et Langues
Université Grenoble II – Grenoble III

Premiers signataires:

Jorge Fabra Utray, Doyen du *Colegio de Economistas* de Madrid 1982-1983

Juan Ignacio Bartolomé Gironella, Doyen du *Colegio de Economistas* de Madrid 1984-1988

Suivent des signatures de soutien au manifeste/projet.

Second Manifeste

DES ÉCONOMISTES FACE À LA CRISE

L'ÉTAT DU BIEN-ÊTRE EST LA PROPOSITION DE L'EUROPE POUR LE MONDE

Le 16 Décembre 2011

L'État du Bien-être est la proposition de l'Union Européenne pour le monde. Dépourvue de cette proposition, la démocratie perdrait de sa profondeur, et probablement, l'Union perdrait grande partie de sa raison d'être. Et afin de pouvoir maintenir cette proposition, en tant qu'**économistes** nous devons impulser les réformes nécessaires pour maintenir le pouls de notre économie. On entend dire continuellement que notre économie a besoin d'un plus vaste marché et de réformes structurelles. Et c'est vrai, elle en a besoin sans aucun doute. Mais nous sommes aussi dans l'obligation d'empêcher que notre langage soit tergiversé par des mots et des concepts qui manipulent la pensée économique que nous ont transmise nos maîtres, que notre expérience en tant que professionnels de l'économie nous a enseignée.

C'est pourquoi nous devons, en tant qu'**économistes**, dégager de la boue dans laquelle ils sont ensevelis par les institutions les plus conservatrices, les concepts, entre de nombreux autres, de marché et de réforme structurelle. C'est avec toute notre énergie que nous devons **affirmer que restructurer n'est pas déréguler et que les réformes structurelles ne peuvent en aucun cas être les réformes du travail que l'on annonce, caractérisées par leur tendance à diluer les droits des travailleurs.** Les **économistes** –essentiellement nos jeunes **économistes**– doivent savoir que réformer et déréguler ne sont pas des synonymes, et que de nombreuses réformes structurelles sont nécessaires avant celles qui n'aspirent qu'à flexibiliser le marché du travail au moyen de la dérégulation et de la précarisation. Attaquer la tour de Babel, dans laquelle nous ont reclus de puissants intérêts commence à devenir une tâche indispensable pour les **économistes** si nous ne voulons pas que l'on nous arrache nos mots, que l'on nous rende muets.

Par conséquent nous devons, en tant qu'**économistes**, déclarer que ce ne sont pas les marchés les responsables de la crise. **Les responsables sont les *Non marchés***, dans lesquels les portes d'entrée et de sortie sont infranchissables, dans lesquels l'information est le privilège de quelques uns seulement, dans lesquels la concentration oligopolistique accumule un pouvoir supérieur au gouvernement des citoyens. Et, dans cette situation, ce sont les gouvernements qui doivent intervenir pour empêcher que les ***Non marchés*** gouvernent en passant outre l'intérêt général. Il s'agit, en définitive, de ce que les marchés fonctionnent, bien que pour cela ils aient besoin des béquilles de l'État, de la régulation ou, tout simplement, de la pure intervention publique pour éviter les inefficacités associées aux imperfections.

Marchés et régulation ne sont pas incompatibles, ils sont l'expression d'une même idée. Libéralisation et régulation sont des concepts complémentaires, inséparables, parce que les conditions requises formulées par les **économistes** pour que les marchés contribuent efficacement au progrès et au bien-être sont uniquement présentes, quand elles le sont, de façon imparfaite, et dans certains cas, dans des secteurs économiques dont la répercussion systémique a des résultats funestes pour le bien-être. Ou nous sommes tous impliqués dans le progrès et la richesse, ou le progrès n'existera pas et la richesse ne sera que de l'intérêt de ceux qui la possèdent. Et, pour tout le monde, les institutions et l'État perdraient complètement leur intérêt. **La société deviendrait une société coupée en deux. Et ceci n'est pas la proposition de l'Union Européenne à ses citoyens ni au reste du monde.**

Économistes face à la crise a signalé, dans son premier **manifeste**, que le premier objectif de toute politique économique est de rechercher l'utilisation maximale des ressources productives disponibles et, entre elles et en premier lieu, de l'emploi. Depuis quelque temps, des institutions de haut niveau réclament déjà pour la BCE, des fonctions plus proches de celles que détiennent la Banque d'Angleterre ou la Réserve Fédérale. Non seulement la stabilité des prix, mais aussi l'emploi et la croissance, devraient être une responsabilité partagée par toutes les institutions de l'Union, la BCE en tête. Mais le « *nouveau pacte budgétaire* » et les « *outils de stabilisation* » accordés le 9 décembre 2011 par les Chefs d'État et de Gouvernement de la Zone Euro, aggraveront la crise. **Nous ne faisons pas face à un problème d'inflation, mais à un problème de stagnation provoqué par le fait d'imposer de rapides réductions du déficit public.** Mais ces accords ne sont pas le résultat d'un mauvais diagnostic –les gouvernements, les institutions et l'Allemagne disposent, sans aucun doute, d'**économistes** très compétents– mais de la nouvelle conception de l'Europe que le gouvernement allemand, conservateur et nationaliste, est en train de réussir à imposer. Nous avons toujours insisté sur le besoin d'avancer vers une gouvernance européenne commune de l'Union **face** au biais dénué de solidarité de ce type de gouvernance.

Économistes face à la crise a qualifié de malicieuse l'utilisation de l'austérité et de la stabilité budgétaire comme arguments pour restreindre la prestation de services de base tels que l'éducation et la santé publique, et a manifesté le non-sens des politiques procycliques et de contraction dans un contexte où les problèmes résident essentiellement dans le chômage et la stagnation, et non dans l'inflation. Austérité, toujours. Gaspillage ou dilapidation, jamais. **Mais l'austérité ne signifie pas le déficit zéro.** L'austérité c'est l'efficience dans l'investissement et la dépense. Et dans ce but, il faudra établir des méthodologies publiques en vue d'associer une **déclaration de l'impact économique** aux décisions correspondantes et de les conditionner au retour économique et social qui les justifie. L'austérité serait ainsi légitimée par l'efficience de la gestion publique de la dépense et de l'investissement, et ne serait plus à la merci de la manipulation de **ce qui n'est autre qu'une campagne idéologique subliminale.**

Maintenant, sans complexes –comme nous n'en avons d'ailleurs jamais eu– nous devons affirmer que les réformes structurelles sont nécessaires pour restaurer la fonctionnalité des marchés, augmenter la productivité du travail et la compétitivité de l'économie. Mais ce ne sont pas celles qui nous viennent des institutions européennes. Ce **manifeste** prétend donc mettre quelques propositions sur la table du débat :

1- Sur les réformes du travail et la gouvernance corporative. La productivité du travail ne dépend pas seulement des réformes du travail, qui devront être abordées à partir du consensus entre les agents sociaux, mais aussi, et de manière déterminante, de l'organisation du travail, de la capacité d'innovation, du stock de capital des sociétés et de la compétence dans la gestion des entreprises qui se déroule, irrémédiablement, dans le contexte de la globalisation. Les syndicats ne peuvent –et ne devraient pas, parce qu'il existe de toute évidence une relation directe entre une augmentation de la productivité et des droits accrus de négociation– se tenir en dehors de ces questions, mais elles concernent, en premier lieu, les chefs d'entreprise et ceux qui exercent ces fonctions. La responsabilité de la vitesse de croissance de la productivité retombe essentiellement sur ceux qui ont la capacité de décider du changement technologique et de l'investissement dans l'entreprise. Les réformes du travail à engager ne peuvent passer outre cette question cruciale, presque toujours ignorée.

Le fait de considérer le facteur travail et les salaires uniquement comme un coût variable qui peut s'ajuster, tout simplement, à la marche des affaires, pour se conformer aux marges pré-allouées aux capitaux investis et aux rémunérations considérables des administrateurs, est la plus grande concession qu'une réforme puisse faire à l'inefficacité et à l'irresponsabilité ou l'incompétence des chefs d'entreprise concernant l'organisation du travail, l'innovation et la gestion industrielle, commerciale et financière. Le salaire est la base de la demande agrégée de l'économie, et le seul revenu dont dispose la majorité des travailleurs pour satisfaire leurs nécessités vitales. Mettre l'accent des réformes exclusivement sur la contention des salaires et sur l'austérité ne contribuera en aucune façon à la récupération des économies européennes. Seulement à l'aggravation et à la prolongation de la **crise**.

Toute réforme du travail aspirant au qualificatif de structurelle, devrait centrer ses intérêts sur la régulation de la gouvernance corporative et sur l'organisation du travail dans les entreprises. Le contrôle des rétributions des dirigeants, l'application des bénéfices de l'entreprise et la création de services et d'audits des pratiques professionnelles conduisant à l'augmentation de la productivité des facteurs, doivent constituer les principaux axes des réformes aussi bien du travail que des entreprises. Un premier et timide pas dans la bonne direction : convertir en contrats à durée indéterminée les contrats temporaires enchaînés que maintiennent les administrations dans les secteurs de l'éducation et de la santé publique.

Les propositions mises sur la table, qui ont tendance à démembrer les négociations des conventions du travail, ne recherchent pas tant l'efficacité du marché du travail et la récupération de l'emploi, comme l'affaiblissement de la force syndicale des travailleurs, sans doute le dernier bastion qui demeure pour contenir la détérioration de l'état du bien-être. Thatcher revient à notre mémoire : réduire tout d'abord le pouvoir syndical pour restreindre ensuite l'État du Bien-être.

2- Sur le système financier. La remise des actifs immobiliers des particuliers et des promoteurs en paiement des dettes dont ils sont la garantie, provoquerait des pertes considérables à la banque espagnole. Ceci est la preuve que derrière la bulle immobilière, se trouvent les poumons de la banque qui ont gonflé le ballon au-delà de la prudence en terme de valeurs. La différentielle des coûts entre les ressources passives et actives de la banque, unie à des systèmes de primes qui récompensent les bénéficiaires indépendamment du risque, est à la base de la spéculation sur la valeur du sol et de la

« culture de la brique » qui, maintenant, menace de tous nous précipiter dans l'abîme des restrictions au crédit et même, des faillites bancaires.

L'intérêt général exige le sauvetage de la banque. Mais quel sauvetage ? Bonne banque ou mauvaise banque ? Le crédit doit recommencer à circuler et c'est uniquement en éliminant les leviers financiers de la banque, tout en restaurant ses ratios de solvabilité, que l'on pourra rétablir sa fonction dans l'économie, indispensable parce que systémique. C'est à l'État qu'il revient, de façon urgente et impérative, de mener à bien ce rétablissement. Va-t-on retirer des banques leurs actifs gonflés ou toxiques en termes comptables pour les replacer dans des mauvaises banques où les apports publics couvriront les trous tandis que le relâchement des normes comptables laminera, avec le temps, leur impact ? Si nous faisons cela, ce serait une amnistie à l'irresponsabilité qui a encouragé des pratiques financières loin d'être étrangères à l'origine de cette crise.

La comptabilité doit récupérer son prestige, et ce qui a moins de valeur doit se refléter dans les bilans des banques. C'est ça, l'information et la transparence, toutes deux indispensables pour récupérer la confiance dans les institutions. Donner de la visibilité aux trous là où ils se trouvent permettra aux actionnaires et aux administrations d'exiger aux gestionnaires et aux régulateurs leurs responsabilités. Et permettra que les pertes, en cas d'existence, soient assumées par un actionariat indifférent aux pratiques de court-terme et complaisant avec ses gestionnaires. L'État siègerait aux Conseils d'Administration pour garantir la récupération des actions privilégiées qui, pour défendre l'intérêt des citoyens, ont dû être acquittées par les fonds fiscaux. L'État devra garantir, par tous les moyens, l'élimination des leviers financiers de la banque pour restaurer la circulation du crédit. **Mais des mauvaises banques non. Elles ne sont que la solution des mauvais banquiers.** N'oublions pas que *la mauvaise banque* est une forme de socialisation de pertes privées par leur conversion en dette publique.

C'est cette réforme structurelle dont a besoin la banque pour que le crédit circule. Inspection, régulation et recapitalisation. La dérégulation nous a conduits au point où nous en sommes aujourd'hui. Son trajet est arrivé à terme.

3- Sur le système fiscal. Les adjectifs qui qualifient les grands concepts de la construction européenne sont presque toujours douteux : « *notre objectif est un état du bien-être durable* ». Durable. Encore un mot manipulé qui dissimule la proposition d'un état du bien-être de moindre qualité, au moindre coût. Au moindre coût pour ne pas avoir à entreprendre la réforme fiscale dont a besoin l'Espagne pour que sa pression fiscale se rapproche de la moyenne des pays de l'Union qui se trouvent en tête des prestations sociales, de la qualité de l'éducation et de la santé publique, de la protection aux dépendants, de la défense de l'environnement, des équilibres territoriaux, du bien-être de leurs retraités, d'une croissance économique prépondérante, d'un revenu supérieur pour leurs citoyens.

Réviser l'Impôt sur les Sociétés pour que son taux réel se rapproche de son taux nominal, le premier situé entre les plus bas de l'Union, le **second** entre les plus élevés ; renforcer les moyens de l'Inspection des Impôts sur les grandes sociétés et *certaines activités professionnelles*, responsables de la plupart des fraudes ; stimuler fiscalement la création de nouvelles entreprises et les contrats de première embauche ; restaurer la progressivité de l'impôt sur le revenu et égaliser la pression sur les revenus du capital à celle que supportent les revenus du travail, instaurer un impôt sur les grandes fortunes,

constituent, dans leur ensemble, l'un des axes autour duquel devrait pivoter une réforme structurelle de notre système fiscal.

Les sempiternels déficits fiscaux, au comportement autiste par rapport au cycle économique, sont funestes pour une dette publique acceptable et conduisent à la catastrophe. Mais il est complètement illusoire de baser l'efficacité fiscale sur la réduction de la pression fiscale, et cela ne repose sur aucun fondement scientifique fiable. L'argent n'est pas toujours mieux placé entre les mains des individus si l'état du bien-être est la proposition de l'Europe pour le monde et le pilier du « vivre ensemble socialement » dans un État démocratique. Une gestion contre-cyclique du solde budgétaire requiert une capacité de perception des impôts qui puisse répondre aux **crises** avec une augmentation des dépenses pour limiter l'augmentation du déficit et la détérioration de la dette à des cotes insoutenables. Sinon, nous réduirions l'État à un simple administrateur de ses revenus et de ses dépenses courantes ; nous céderions au secteur privé un immense marché sur les retraites, la santé publique, l'éducation, les infrastructures... Ceci est peut-être l'explication qui nous manque pour comprendre l'arrière-plan d'une politique économique qui ne nous semblerait plus contraire au sens commun, sinon contraire à l'intérêt général.

4- Sur la Gouvernance Européenne. La crise de la dette souveraine dont souffre l'Europe s'est aggravée au cours des derniers mois, dû à la politique de contraction imposée par la majorité conservatrice qui gouverne l'Union Européenne, le Parti Populaire Européen, sous le slogan vicié de l'austérité. La théorie selon laquelle la consolidation fiscale est nécessaire dans des délais très restrictifs et sans faire de distinction entre les différentes structures de la dette totale que présentent les États membres, a accentué la situation d'impasse dans laquelle se trouve la zone euro, et particulièrement l'Espagne, mettant en danger la récupération des revenus fiscaux qui seraient nécessaires pour ne pas détériorer la solvabilité de l'État.

Les positions que maintient l'Allemagne ne contribuent, en aucune façon, à augmenter l'efficacité de la gouvernance économique de la zone euro. Bien au contraire, l'Allemagne maintient des positions contraires à l'intégration fiscale de la zone par rapport à trois questions clés : (1) l'élargissement du mandat de la BCE, jusqu'à présent limité à la stabilité des prix, pour qu'elle assume un rôle actif concernant la croissance et l'emploi ; (2) la consolidation du mécanisme européen de sauvetage face aux **crises** financières, et (3), la mutualisation du risque au moyen des euro-obligations. Ces questions sont, à l'heure actuelle, celles qui devraient être abordées avec urgence pour emprunter le chemin d'une « plus efficace gouvernance économique de la zone euro ». Quoiqu'il en soit, il se révèle déjà dramatiquement **urgent que la BCE devienne un coupe-feu crédible** face à la détérioration des dettes souveraines.

Le problème de la dette espagnole ne réside pas dans le volume de la dette publique qui présente sur le PIB l'un des meilleurs ratios de la zone euro, sinon dans le vaste endettement privé. Et c'est, précisément, la rapide consolidation fiscale qui ne contribue pas, comme elle le devrait, à partir de la dépense publique, à encourager de façon substantielle les débiteurs privés pour qu'ils puissent faire **face**, en temps réduit et avec moindres difficultés, à leurs engagements financiers. C'est pourquoi, de **la mal nommée austérité, ne souffrent pas seulement les revenus de l'État et les services essentiels qui conforment l'état du bien-être. C'est l'économie dans son ensemble qui en souffre, les entreprises et l'emploi.**

La récente constitutionnalisation du principe de stabilité budgétaire destiné à couvrir la gestion du solde budgétaire moyennant une règle automatique, manque d'arguments économiques consistants et l'on ne peut que lui trouver une explication dans des motifs de nature politique qui viennent d'un grand chantage : en échange du contrôle de « l'hémorragie » de notre dette et du bossellement de notre État. Il s'agit de l'imposition par fonction d'une BCE de plus en plus éloignée des besoins des États. On ne peut laisser les intérêts généraux s'abandonner à des « *règles d'or* », remèdes maintenant inutiles que la réalité de la **crise** réfute, et qui dissimulent, en ayant recours à des **automatismes soi-disant techniques**, un manque de confiance en la propre démocratie.

Une réforme structurelle de la Gouvernance Européenne, qui confère au Parlement Européen la capacité de choisir le gouvernement des institutions européennes, est le seul principe qui pourrait légitimer les décisions prises par l'Union Européenne.

5- Sur l'énergie. L'énergie et sa fourniture, comme l'argent et les services financiers, sont un bien et un service qui imprègne toutes les activités des individus et des entreprises. Dans certains secteurs productifs, son coût est même supérieur au coût du travail. Sa régulation est, par conséquent, essentielle pour que l'impact de son coût et de sa qualité puisse contribuer à la compétitivité de l'économie.

En Espagne, nous sommes très loin de cette contribution. Une profonde réforme structurelle doit rapprocher les prix que paient les consommateurs aux coûts réels et justifiés de sa production, de son alimentation et de sa fourniture. Ceci est tout spécialement vrai dans le cas de l'électricité dont le marché ne révèle que les coûts de la production au montant le plus élevé qui couvre la dernière unité d'électricité consommée, **entraînant des bénéfices injustifiés** (incompatibles avec l'intérêt général) **dans des segments qui échappent aux marchés et à la concurrence**, tels que les grandes concessions hydroélectriques et les centrales nucléaires. Et c'est tout spécialement vrai aussi parce que l'électricité est le vecteur énergétique principal qui puisse nous permettre d'utiliser massivement nos ressources renouvelables autochtones, question-clé non seulement pour gérer la plus grande menace qui pèse sur notre Planète –le Changement Climatique–, mais aussi pour atteindre, à moyen terme, la meilleure contribution que l'on puisse imaginer à la compétitivité de notre économie : l'indépendance énergétique, l'innovation, la création d'emploi, l'amélioration de notre balance des paiements, la modération de la pollution environnementale inhérente à la croissance économique, et **la diminution des coûts pour les familles et les entreprises**. Dans ce but, la réforme structurelle à entreprendre devra être si profonde que la régulation de l'énergie devra partir de zéro. Naturellement, tout ceci sans nuire à la sécurité juridique et à la confiance légitime qui doivent présider toute réforme en défense des citoyens, des entreprises, des institutions et de l'État de droit.

Les réformes à engager doivent établir les bases nécessaires pour garantir la correction de l'inégalité croissante qui est entrain de s'imposer dans les États de l'Union Européenne. L'Europe n'est autre que son État du Bien-être. Son recul remettrait en question le projet en lui-même de l'intégration européenne.

En tant que signataires de ce manifeste, puisque nous considérons que les **économistes** ont l'obligation de restituer à la société les connaissances que la société leur a permis

Juan I. Palacio Morena	Economista. Catedrat. Economía Aplicada UCLM
Lola Grandal	Economista. Prof. Titular Economía UCM
Eduardo Moreno	Economista
Mauro Lozano	Economista
José Moisés Martín	Economista
Francisco Linde Castro	Economista
Antonio Gutierrez Vegara	Economista
Juan José Azcona	Economista
Alfonso Prieto	Economista
Ricardo Lovelace	Economista
Alejandro Inurrieta	Economista
Mercedes Puelles	Economista
Natalia Fabra	Economista. Prof. Titular Economía UCIIM
Gerardo Novales	Ingeniero Industrial y Economista
Bruno Estrada	Economista
Eduardo Gutierrez Benito	Economista
Alfonso Alarcón	Economista
Isabel Figuerola-Ferreti	Economista Prof. Visit. E. de la Empresa UCIIM

Antonio González González Economista

Enrique Benedicto Economista

Suivent des signatures de soutien au manifeste